



Revue de presse

30 août 2016

Le rejet d'une éventuelle élection anticipée et la « remise au goût du jour » de la Feuille de route par l'Union Africaine occupent les colonnes des quotidiens parus aujourd'hui. A l'occasion de l'ouverture de l'atelier interactif de renforcement de capacités des partis politiques, la représentante de l'UA a déclaré que la loi cadre de la Transition constitue à la fois le problème et la solution à la conjoncture sociopolitique actuelle dans la mesure où seule la réconciliation nationale effective permet de parvenir à la stabilité et au développement.

Politique interne

LES PARTIS POLITIQUES MOBILISÉS SUR LA PREVENTION DES CRISES CYCLIQUES

Le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le Développement et de l'Union Africaine, a réuni les partis politiques de divers horizons dans le cadre d'un atelier interactif de renforcement de capacités, qui se tient depuis hier à l'hôtel Ibis Ankorondrano et ce jusqu'au 31 août. Les formations politiques, autant les pro-régimes que les opposants, ont été réunies autour d'une table afin d'identifier ensemble les points stratégiques pouvant améliorer le processus démocratique dans le pays, le but étant de prévenir les crises socio-politiques cycliques. Dans un premier temps, les participants sont appelés à échanger sur les problèmes récurrents à l'origine des différentes crises et à définir une vision de l'avenir. La maîtrise des différentes notions clés du système démocratique sera ensuite renforcée. Il s'agit principalement des rôles et missions des partis politiques, de l'importance de la démocratie interne au sein des formations politiques, du rôle de l'opposition, du fait majoritaire de la démocratie et de la représentativité des partis et du genre. Au terme de cet atelier interactif, il est attendu que les partis politiques puissent contribuer aux enjeux majeurs de la démocratie, en l'occurrence la consolidation de la paix, l'éducation aux droits de l'Homme, la promotion du genre et la réconciliation nationale. Plusieurs partis politiques majeurs ont pris part à cet atelier, pour ne citer que l'AREMA, le TGV, le MFM, le MAPAR, le Leader Fanilo, le TIM ou encore le parti présidentiel HVM (Madagascar Laza p.2 ; Les Nouvelles p.3 ; Madagascar Matin p.2 ; Tia Tanindrazana p.3)

Economie et société

DOUBLE MEURTRE A SAINTE MAIRIE, L'ENQUETE SOUS TENSION

Les investigations concernant le meurtre de deux écovolontaires français à Sainte Marie progressent. Pour preuve, le nombre de suspects et d'interpellation ne cesse d'augmenter parmi lesquels le directeur d'une agence bancaire, qui aurait côtoyé les deux victimes. Quoi qu'il en soit, un climat de tension se serait installé sur l'île dans la mesure où les familles des individus suspectés et retenus en détention provisoire dénoncent un non-respect de leur droit et un favoritisme de la part des enquêteurs mais également des autorités. Ces derniers ne seraient effectivement pas autorisés à recevoir des visites contrairement au suspect de nationalité

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



française. Les familles dénoncent par conséquent un non-respect de la présomption d'innocence et un bafouement des droits des accusés et des droits de l'Homme. Qui plus est, ils regrettent que le tort de leurs proches ait été d'avoir tout simplement côtoyé les victimes dans la nuit du meurtre. Pour en revenir au Français mis en cause dans cette affaire de double assassinat, aucune limite en termes de visite ne lui serait imposée. Ce « privilège » est fermement dénoncé par les proches des accusés et la population de Sainte-Marie en général, qui menacent de descendre dans les rues si le Français venait à être libéré ou acquitté. (Madagascar Laza p.3-14 ; La Vérité p.5 ; Tia Tanindrazana p.3)

- Selon **Les Nouvelles**, l'enquête sur ce double meurtre est en passe d'être achevée, les autorités mixtes procédant d'ailleurs actuellement à l'élaboration de leur rapport. Il a ainsi été communiqué que 9 suspects seront déférés devant les juges dont deux femmes. Un premier déferrement était par ailleurs prévu hier matin mais a été reporté en raison des mauvaises conditions météorologiques qui ne permettent pas aux bateaux de prendre la mer (p.9)
- De l'avis de **La Vérité**, les enquêteurs « placent tous les suspects dans le même sac » sans considération de la place qu'ils occupent dans l'enquête. Les parents d'une suspecte de 23 ans, étudiant à l'étranger et ayant juste passé ses vacances sur l'île, ont dénoncé cette situation auprès du quotidien. Ils affirment qu'aucune considération humaine n'est accordée aux personnes impliquées dans cette affaire étant donné que l'état de santé d'un suspect se dégrade fortement sans qu'il ne puisse se faire soigner (p.5)

Relations internationales

L'UA ET LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE S'OPPOSENT A UNE EVENTUELLE ELECTION ANTICIPEE

Le lancement de l'atelier interactif de renforcement de capacités des partis politiques, qui se tient à l'hôtel Ibis, a été une occasion pour la représentante de l'Union Africaine de s'exprimer sur la conjoncture socio-politique qui prévaut dans la Grande île. A cette occasion, Hawa Ahmed Youssouf a déclaré que l'Union Africaine et la Communauté internationale n'accepteront pas la tenue d'élections anticipées, en référence aux revendications formulées par les mouvements d'opposition et de contestation contre le régime en place. Elle a notamment soulevé la question de financement des scrutins si ces derniers ne sont pas approuvés et soutenus par la Communauté internationale. La diplomate a par conséquent appelé au respect du mandat du pouvoir en place et de l'alternance démocratique. La représentante de l'UA profite de l'occasion pour appeler les acteurs politiques et de la vie publique à œuvrer ensemble pour la stabilité, condition sine qua none pour le développement de Madagascar. Elle a ainsi indiqué que les manifestations de rue ne constitueront jamais des solutions pour sortir le pays de la pauvreté et a plutôt prôné le dialogue. A cet effet, Hawa Ahmed Youssouf a également appelé le régime en place à écouter ses opposants. « Le peuple malagasy n'est plus en mesure de supporter une nouvelle crise » a-t-elle soutenu. (Madagascar Laza p.2)

- L'Union Africaine ne semble pas « lâcher prise » quant à l'application intégrale de la Feuille de Route, comme l'atteste le discours d'ouverture de la représentante de l'UA

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



*lors de l'atelier interactif des partis politiques. Elle a ainsi rappelé que la loi cadre de la Transition n'a pas encore été totalement concrétisée, soulignant par conséquent la nécessité d'y procéder dans la mesure où la réconciliation nationale est garante de la stabilité et de la paix durable. **L'Express de Madagascar** fait pourtant remarquer que le régime en place souhaite se défaire de ce texte régissant la Transition en arguant le retour à l'ordre constitutionnel, ce qui n'est apparemment pas de l'avis de l'UA qui insiste sur la concrétisation des dispositions qui n'ont pas été appliquées depuis (p.5)*

- *Dans sa couverture du lancement de l'atelier interactif, **Midi Madagasikara** a rapporté les propos de la représentante de l'UA selon lesquels « la Communauté internationale a les yeux fixés sur Madagascar actuellement ». De l'opinion du quotidien, cela se reflète par « l'immixtion (habituelle) de la diplomate dans les affaires internes de la Grande île ». (p.3)*
- *Pour justifier le rejet d'une éventuelle élection présidentielle anticipée par l'UA, sa représentante a soutenu que « ce n'est pas en créant des problèmes que l'on pourra avancer ». De l'opinion de l'organisation régionale, les difficultés qui se manifestent actuellement résultent principalement de la non-application de la Feuille de route (**Les Nouvelles p.3**)*

LA PRESIDENT DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT DANS NOS MURS

*Akinwumi Adesina, Président de la Banque Africaine de Développement séjourne actuellement dans la Grande île. Pour la journée d'hier, il a été reçu, à Anosy, par le ministre auprès de la Présidence en charge des Projets présidentiels et de l'Aménagement du territoire, qui assure l'intérim du Premier ministre. A cette occasion, un atelier de travail a eu lieu entre la délégation de la BAD, dirigée par son Président et plusieurs membres du Gouvernement. Il a ainsi été rappelé que l'institution financière a coopéré avec Madagascar depuis maintenant une quarantaine d'années et ce, même durant les périodes de crise institutionnelle, comme en témoignent les divers projets majeurs pour ne citer que le Projet de Réhabilitation des Infrastructures Agricoles du Sud Ouest ou le projet de Bas Magonky et surtout, le financement à hauteur de 213 milliards d'Ariary sur 3 ans accordé dernièrement à la Grande île. Du côté du gouvernement, l'accent a été porté sur les divers défis qui restent à relever avec le soutien de la BAD, en particulier la réhabilitation des infrastructures desservant les zones à fort potentiel de croissance et l'insuffisance énergétique. La Banque Africaine de Développement a, pour sa part, fait savoir que le Plan National de Développement de Madagascar s'aligne parfaitement avec les cinq priorités qu'elle a déterminées, à savoir l'éclairage en Afrique, l'intégration africaine, l'autosuffisance alimentaire, l'industrialisation et l'amélioration de la qualité africaine. Raison pour laquelle la Grande île a été choisie en tant que pays-pilote. Les départements ministériels ayant pris part à l'atelier de travail ont exposé leurs projets et vision, qui seront consolidés dans des dossiers qui seront remis à la représentation de l'institution à Madagascar et ce, afin qu'elle puisse analyser davantage les opportunités de coopération (**Madagascar Laza p.6 ; Midi Madagasikara p.15 ; Les Nouvelles p.2 ; La Vérité p.8 ; Madagascar Matin p.6 ; L'Observateur p.3**)*

- *Depuis 1976, début de la coopération avec la Banque Africaine de Développement, près de 1,8 milliards de dollars d'investissement ont été accordés à Madagascar et actuellement, le porte-feuille actif de l'institution dans la Grande île comprend 10*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



opérations pour un montant d'engagement à hauteur de 250 millions de dollars. En ce qui concerne le séjour du président de la BAD, son programme s'avère chargé et comprend des visites des projets financés par son institution. A cet effet, il se déplacera aujourd'hui dans la Commune de Tanandava afin de s'enquérir de l'avancée du projet de réhabilitation du périmètre du Bas Mangoky (L'Express de Madagascar p.7)

Foyers de tension

VOHILAVA MANANJARY, L'EXPLOITATION MINIÈRE CHINOISE SUSPENDUE

La contestation par la population de la Commune rurale de Vohilava, dans le District de Mananjary de l'exploitation aurifère opérée par une compagnie minière chinoise dans la localité semble avoir été entendue par les autorités. En effet, les autorités locales ont ordonné la cessation des opérations ainsi que la confiscation des matériels. Ces ordres émanent des hauts responsables au sein de la Région Vatovavy Fitovinany selon une source rapportée par **Madagascar Laza**. Pour rappel, la population locale avait adressé un ultimatum à la compagnie minière chinoise pour qu'elle cesse son exploitation et quitte les lieux. Ledit ultimatum ayant expiré le week-end dernier, les autorités ont décidé de suspendre les opérations et ce, afin de préserver la sécurité du site ainsi que celle de ses occupants. Il s'avère effectivement que les menaces proférées à l'encontre de ces exploitants miniers s'avéraient particulièrement virulentes, la population ayant menacé de tout casser si les Chinois ne pliaient pas bagages. A noter également qu'une plainte a été déposée à l'encontre de ce projet minier, pour non-respect des normes environnementales (p.6 ; La Gazette de la Grande île p.12 ; L'Observateur p.5)

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar p.2

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

